



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

frais pharmaceutiques

Question écrite n° 26010

Texte de la question

M. Yvan Lachaud * attire l'attention de M. le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées sur la baisse du taux de remboursement des médicaments homéopathiques envisagée dans le but de réduire le déficit de la sécurité sociale. Cette option, dénoncée par le syndicat national des médecins homéopathes français et par le syndicat national de la pharmacie homéopathique, paraît pour le moins déplacée et pourrait avoir pour grave conséquence de détourner les patients et les médecins d'une stratégie thérapeutique pourtant très économique pour l'assurance maladie. En effet, ces médicaments ne représentent que 1 % du coût total des médicaments remboursés et les médecins qui les prescrivent coûtent eux-mêmes chaque année deux fois moins cher que leurs confrères généralistes tout en étant confrontés aux mêmes pathologies. Une récente simulation démontre ainsi que les 66 millions d'euros d'économie projetée par le Gouvernement seraient totalement annulés si seulement 10 % de ces prescriptions devaient se reporter sur des médicaments allopathiques. Il convient enfin de rappeler que les prix des médicaments homéopathiques sont bloqués depuis 1988, ce qui permet d'affirmer que les laboratoires et les officines spécialisées ont déjà pour leur part largement contribué à l'effort qui doit être fait pour la maîtrise des dépenses de santé. Il souhaiterait connaître la position du ministère et savoir s'il envisage de maintenir sérieusement ce type de mesure.

Texte de la réponse

La dégradation des finances sociales oblige aujourd'hui à s'interroger sur chaque poste de dépense de l'assurance maladie. L'objectif est, avec la plus grande économie de moyens possible, de continuer d'assurer à tous les Français l'accès aux innovations thérapeutiques indispensables et souvent coûteuses. Dans ce but, la sécurité sociale doit mieux dépenser son argent en s'assurant qu'elle admet au remboursement des médicaments et qu'elle fixe leur prix en fonction de la preuve scientifique de leur efficacité. C'est une politique de bon sens. Depuis 1977, la loi prévoit deux niveaux de remboursement des médicaments, 65 % pour les plus efficaces soignant les maladies graves et 35 % pour les autres. En ce qui concerne l'ensemble des médicaments allopathiques existants, de nombreux efforts ont été faits pour respecter ce principe. Une réévaluation de l'ensemble des spécialités remboursables a été entamée en 1999. Elle a abouti à un reclassement de certains médicaments mis en oeuvre par trois décisions en septembre et décembre 2001 puis en avril 2003. Elle a conduit aussi à identifier un certain nombre de médicaments dont le service médical rendu est aujourd'hui insuffisant pour justifier le remboursement. La qualité de l'évaluation scientifique sera en outre renforcée. C'est tout l'objet de la réforme de la commission de la transparence en cours. Force est de constater que le même effort d'évaluation des performances des médicaments homéopathiques n'a pas eu lieu. Les médicaments homéopathiques sont tous pris en charge au taux réservé aux pathologies les plus graves et aux médicaments les plus efficaces, 65 %. Ils ne font pas l'objet des mêmes tests. En effet, les médicaments allopathiques comportent des indications et sont testés sur cette base, tandis que les médicaments homéopathiques ont une approche plus globale qui vise à soigner les personnes comme un tout. La réduction du taux de prise en charge vise donc à rétablir une situation jusqu'ici anormale, qui conduisait à prendre mieux en charge des médicaments non évalués que certains médicaments dont l'efficacité est prouvée. Au regard

d'une pratique thérapeutique à laquelle de nombreuses personnes, malades ou prescripteurs, sont attachées, il a été décidé de maintenir ces spécialités au remboursement au taux de droit commun, ce qui permet également le maintien de la prise en charge du ticket modérateur par les organismes complémentaires.

Données clés

Auteur : [M. Yvan Lachaud](#)

Circonscription : Gard (1^{re} circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 26010

Rubrique : Assurance maladie maternité : prestations

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 octobre 2003, page 7603

Réponse publiée le : 22 décembre 2003, page 9903